

## **Une réponse de civilisation aux changements climatiques : extrait du programme politique du Bloc de gauche portugais**

lundi 24 mars 2008, par [Bloco de Esquerda \(Left Bloc / Bloc de Gauche\)](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juin 2007).

**Alda Macedo, députée du Bloc de gauche au Portugal, devait participer au « séminaire Climat » organisé à Amsterdam avec l'IIRF les 23-27 février 2008 [1]. Elle devait y traiter de l'expérience et du Bloc et de son programme, mais elle n'a finalement pas pu s'y rendre. Nous publions ci-dessous des extraits de ce programme, traduits par la rédaction de « solidarités » (Suisse).**

---

***Comment répondre aux changements climatiques ? Voilà l'un des enjeux les plus actuels. Bien que cette question soit controversée, il est évident que la forte croissance des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et d'autres gaz à effets de serre (GES), résultant des activités humaines, est étroitement liée au réchauffement global : aujourd'hui, il existe à ce propos un consensus général dans la communauté scientifique, et cette thématique s'invite dans le débat politique. La justice environnementale doit donc être l'un des thèmes centraux de convergence à gauche, pour l'engagement de nouvelles générations de militant-e-s et pour susciter***

## ***des réponses essentielles à des questions fondamentales.***

Le 4<sup>e</sup> rapport du sommet intergouvernemental de l'ONU sur les changements climatiques (2007) enregistre les preuves de l'existence de la plus grande concentration de CO<sub>2</sub>, depuis 650 milliers d'années. La quantité de carbone émise actuellement est le double de ce que les écosystèmes peuvent absorber.

Les conséquences actuelles sont dévastatrices : la pollution ambiante amplifie l'effet de serre naturel, avec une augmentation de la température moyenne sur la planète. Les douze années les plus chaudes depuis 1850 sont les années 1995-2006.

Le dégel des glaciers et des pôles s'accélère, entraînant la hausse du niveau moyen des mers et l'altération des courants marins. On constate l'intensification de phénomènes météorologiques extrêmes, comme les cyclones, les marées, les sécheresses et les vagues de chaleur.

Tous les scénarios prévoient une catastrophe humaine, causée par l'avancée de la désertification et du manque d'eau, de l'inondation de vastes zones habitées, du rythme d'extinction des espèces, de la diminution des terres cultivables et de la propagation des maladies.

### ***Des objectifs insuffisants***

L'Union européenne a adopté l'objectif de « *limiter l'augmentation globale de la température moyenne d'au moins 2 % par rapport aux niveaux préindustriels* ». Pour y parvenir, les concentrations de GES « *devraient rester à un niveau sensiblement inférieur* » au double de celui de l'ère préindustrielle.

Pourtant, cet objectif est insuffisant, puisque l'augmentation tolérée ne cesse de provoquer des impacts aussi importants que la disparition de pays insulaires. D'autre part, il cible une stabilisation de la concentration de GES à un niveau dangereux.

Pour cela, il propose que les pays développés (responsables pour 75% de l'accumulation des GES) réduisent leurs émissions de 50% jusqu'en 2050 (par rapport à 1990).

Le rapport Stern estime que les coûts de l'inaction peuvent égaler l'effet combiné des deux guerres mondiales et de la grande crise des années 1930, avec une diminution de 5 à 20% du PIB global : cela entraînerait des conséquences humaines brutales qui se répercuteraient de manière disproportionnée sur les pays les plus pauvres. Le rapport Stern estime donc qu'il serait plus rentable de réduire fortement les émissions de gaz polluants plutôt que de les atténuer, compte tenu des coûts d'adaptation aux changements climatiques.

### ***Une mesure de la démocratie effective***

Ses propositions sont cependant limitées : d'un côté, il fixe un objectif ambitieux de réduction des émissions, vu que celui-ci affecte moins les multinationales et les pays développés ; de l'autre, il propose une taxe mondiale sur le carbone qui pénalise les populations.

**De toute manière, ces risques sont inacceptables. Il est indispensable de réduire immédiatement et très fortement les émissions de GES des pays développés, mais aussi d'impliquer l'ensemble des Etats, en particulier les Etats-Unis et la Chine. La catastrophe écologique a un prix trop élevé pour pouvoir être ignorée par les décisions**

**politiques, si bien que sa prise en charge devient l'un des critères centraux d'évaluation de la démocratie.**

La condition minimale, c'est la réduction des émissions de GES de 30% jusqu'en 2020, et de 80% jusqu'en 2050, par rapport à 1990.

***Contre le productivisme et la guerre***

Il existe deux explications à cette accélération de la pollution : l'usage intensif des combustibles fossiles, sur lequel se base la production d'énergie, et la transformation croissante de l'utilisation du sol, par le biais de l'expansion urbaine et de la déforestation. Dans les deux cas, ce sont des conséquences du développement de l'économie capitaliste et des choix sociaux et culturels que ce développement détermine.

Aucune de ces conséquences n'est inévitable : la société pourrait se développer à partir d'autres plateformes techniques - non basées sur les combustibles fossiles comme source principale d'énergie - et de circuits de consommation non dominés par des produits dérivés du pétrole (plastique ou autres). Le marché a pourtant choisi cette voie parce qu'elle était plus rentable à court terme. Mais ce que le marché juge rationnel peut être irrationnel pour l'humanité, et c'est certainement le cas pour la pollution et la destruction des ressources communes. En même temps, le modèle de progrès productiviste, basé sur l'utilisation illimitée des ressources, s'est généralisé, causant des désastres environnementaux à grande échelle en URSS et dans d'autres pays.

Les résultats sont maintenant évidents.

La course à la pollution et au productivisme irresponsable va épuiser les ressources fossiles et causer des impacts environnementaux qui menacent la vie de millions d'être humains. Une bonne partie des guerres des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles trouvent leurs motifs principaux dans l'exploration ou dans la rareté des ressources.

**Civilisation et barbarie marchent ensemble et l'actuelle globalisation armée prouve que les risques de guerre sont intimement liés à la lutte pour le contrôle des ressources et des sources primaires d'énergie.**

***Prendre conscience que le monde est fini***

Le modèle productiviste pose la consommation individuelle comme l'un des supports de l'idéologie et de la force du marché. La publicité s'approprie l'espace public et oriente les choix quotidiens. Les modèles de consommation marchande dans les pays riches contribuent à la crise planétaire que nous vivons et détériorent la qualité de vie des personnes. Il n'est pas possible de diminuer les émissions de GES sans une politique délibérée pour changer notre manière de vivre et de nous déplacer dans les villes.

Le protocole de Kyoto a été la première réponse à cette crise environnementale. L'accord a fixé l'objectif de réduire de 5,2 % les émissions des pays développés jusqu'en 2012, en créant des mécanismes flexibles de marché, fondés sur le commerce des droits d'émission.

Ce processus a échoué et ses très timides objectifs - même s'ils avaient été atteints - n'aboutiraient pas à une réduction globale des émissions. De nombreux pays signataires se trouvent au-dessous des objectifs auxquels ils s'étaient

engagés, comme le Portugal, et quelques-uns des grands pollueurs n'acceptent pas de réduire leurs émissions, comme les USA. D'où un effet nul ou négligeable en termes globaux. Ce processus a échoué parce que le commerce des droits d'émission n'a pas d'effet dissuasif sur la pollution. D'une part, parce que le prix de la tonne de gaz à effet de serre est très bas ; et d'autre part, parce que le « mécanisme de développement propre » permet de continuer à polluer en échange de projets de capture du CO<sub>2</sub> (par exemple, la reforestation). Or, on ne peut utiliser indéfiniment des ressources finies.

**Ce protocole a échoué parce que les mécanismes du marché ne peuvent structurellement répondre à la nature de la crise écologique, d'autant plus dans un contexte où les multinationales peuvent facilement délocaliser les produits les plus polluants et où la politique refuse de mettre en cause le mode de vie urbain.**

Ils n'impliquent pas de réponse au problème essentiel : la restructuration des bases sur lesquelles repose l'économie mondiale. Si rien n'est fait, les combustibles fossiles continueront à être le moteur du capitalisme global, et le Sud continuera à payer les coûts de la réduction des émissions des pays développés.

### ***Une stratégie radicale***

La gauche socialiste répond à l'injustice environnementale par une politique anti-capitaliste et écologiquement responsable. C'est un défi direct à la globalisation de l'exploitation et de la misère. Les solutions marchandes, outre qu'elles ne garantissent pas la mobilisation

des efforts nécessaires pour éviter la catastrophe, conduisent à une hausse des prix des produits rares, déterminant des localisations plus protégées ; elles accentuent la stratification et les discriminations sociales, ainsi qu'une forte inflation, qui est un impôt sur les pauvres. Il est nécessaire d'agir maintenant.

Les changements climatiques nous confrontent à trois grands problèmes : réduire la consommation globale d'énergie, décarboniser l'économie et changer les relations Nord-Sud. Ces enjeux exigent le choix de la stratégie la plus radicale dans la lutte pour une civilisation écologiquement et socialement soutenable.

En défendant ces trois grandes mutations de civilisation, le Bloc de Gauche est conscient de la globalisation des mobilisations que celles-ci exigent. Mais c'est seulement à l'échelle internationale qu'il est possible de répondre effectivement à ces questions.

**Cette globalisation impose que chaque pays ou région prenne unilatéralement les mesures nécessaires, mais aussi que la solidarité indispensable pour les rendre possibles soit imposée aux pays et régions restantes.**

Un ordre basé sur le droit international doit pour cela prévoir de punir les gouvernements responsables de délits écologiques ; il doit contribuer à redéfinir les normes qui certifient la durabilité des produits, leur efficacité énergétique, leur aptitude au recyclage et à la biodégradation, en permettant à terme que seuls les produits les plus écologiques puissent être commercialisés. C'est un choix de civilisation.

***Rompre avec la***

## ***logique capitaliste***

En 2050, il y aura probablement dix milliards d'êtres humains sur la planète Terre. L'accélération des changements climatiques donne l'alerte, mais ne produit pas encore des modifications de politiques substantielles. L'UE a annoncé la réduction unilatérale de 20% des émissions jusqu'en 2020 et une augmentation de 20% des énergies renouvelables, en sachant elle-même que ces mesures sont insuffisantes.

Le gouvernement des USA pourra mettre à jour sa position après les élections présidentielles, mais toutes ses politiques ont toujours favorisé l'intérêt économique dominant, hostile par-là même à la réduction globale de la consommation énergétique.

Ce changement rencontre des obstacles technologiques en matière d'alternatives énergétiques. Les alternatives déjà développées en matière d'énergies renouvelables (éoliennes et autres) ou les techniques de capture du CO<sub>2</sub>, tout comme d'autres techniques alternatives étudiées (production d'énergie à partir d'agro-combustibles, hydrogène), même si elles aboutissent, ne nous dispensent pas de réduire aujourd'hui la consommation globale. Les techniques connues de production nucléaire ne sont pas une solution au problème énergétique. La recherche scientifique peut promettre de nouvelles opportunités, notamment celle de l'utilisation efficace d'une part du flux d'énergie solaire qui touche la terre, 7 à 8 mille fois supérieur à la consommation mondiale d'énergie. Mais aucune de ces promesses n'est aujourd'hui une réalité.

Même si cela devenait possible à l'avenir, la difficulté essentielle continuerait de se situer sur le terrain



social et politique, pour garantir un accès équitable à l'énergie et une démocratie étendue à l'échelle mondiale. Tant pour le choix des priorités de la recherche que pour la distribution de ses bénéfices, il s'agit de rompre avec la logique du marché capitaliste.

**La question posée par la justice environnementale est précisément celle-ci : seule la planification des ressources permet de répondre à l'urgence, seule la démercantilisation du monde permet d'utiliser les ressources disponibles pour les solutions nécessaires.**

L'accumulation privée et la loi du marché mèneront inexorablement à la déperdition et à des risques plus grands. Seule la démocratisation des décisions peut maintenant éviter le péril, en socialisant et en internationalisant les ressources disponibles.

Les différents modes de production ont été, jusqu'à aujourd'hui, des économies prédatrices, comme le capitalisme occidental, mais aussi l'URSS d'hier et la Chine d'aujourd'hui. Le capitalisme est un mode de production prédateur sans fin, parce que son unique critère de succès c'est la valorisation vertigineuse pour l'accumulation. Marx affirmait que la valeur comme forme historique particulière de la richesse crée l'illusion d'une accumulation matérielle illimitée dans tous les domaines et pour toujours ; cette illusion est le moteur de l'économie. Aujourd'hui, nous entrevoyons les horizons limités de cette accumulation illimitée. Le marché capitaliste est la manière la plus efficace de détruire les écosystèmes et la planète.

***Planifier le***

## **développement des villes**

C'est pour cela que la gauche socialiste défend deux grands objectifs en ce qui concerne l'énergie : la réduction de l'intensité énergétique avec réduction de la consommation, et la décentralisation des réseaux de production privilégiant des échelles de proximité.

La transformation du régime de l'énergie ou la décarbonisation des consommations exige des investissements très centralisés avec de grands moyens financiers. Mais ils permettront aussi des solutions basées sur des formes plus décentralisées de production et de distribution, en particulier grâce aux énergies renouvelables qui doivent soutenir, à petite échelle, les réseaux locaux, en appuyant les villes, et où le consommateur-trice et le producteur-trice contribuent à de nouveaux comportements pour l'efficacité énergétique.

Le second objectif de la démocratie environnementale consiste à changer l'utilisation du territoire. La vie urbaine est la condition d'existence moderne et, au 21<sup>e</sup> siècle, la majorité de la population mondiale vivra dans des villes et y satisfera ses besoins. C'est pourquoi les villes doivent répondre à ces besoins. Mais, plus d'une fois, la spéculation comme mode d'accumulation a provoqué des échecs successifs, et là où les villes sont plus intégrées, c'est là où la planification urbaine s'impose contre la spéculation immobilière.

Il faut maintenant étendre ce principe de planification urbaine à de nouvelles dimensions. La réduction de la périurbanisation est importante pour combattre l'exclusion sociale, mais aussi pour réduire les déplacements pendulaires. La création d'espaces sociaux verts est importante

pour répondre à des besoins culturels et conviviaux, mais aussi pour réduire le caractère artificiel et imperméable des sols.

Le développement des transports collectifs et des modes non agressifs de transports mène à la reconquête de l'espace public.

### ***Pour la démocratie environnementale***

Finalement, la démocratie environnementale est le fondement de la démocratie elle-même. Certes, il existe toujours une tension entre le jeu des politiques à court et à long terme : le temps de jouissance des choix individuels est immédiat et ne reconnaît normalement pas le temps long de ses conséquences sociales. Le capitalisme, en imposant un modèle de rationalité mesuré par l'accumulation privée, exacerbe cette contradiction.

**Dans ce contexte, le choix de civilisation en faveur de la justice environnementale et sociale exige une démocratie radicalement universalisée : celle-ci peut se reconnaître dans un régime d'information ouvert, mais aussi de décision global pour les problèmes globaux et l'usage rationnel des ressources. En défendant le partage mondial, la démocratie environnementale assume le principe du socialisme.**

Dans la politique concrète visant à créer le rapport de forces nécessaire à ce changement radical, les solutions énergétiques doivent se transformer en un facteur de développement de nouveaux cadres de vie et de mobilité, en poussant les personnes à des choix difficiles. Parce que seuls ces choix tracent de nouvelles occasions de réinventer l'emploi, de reconquérir les

droits du travail et les droits sociaux,  
de se réapproprier l'espace  
public, d'élargir la justice sociale  
pour tous et toutes.

## **Bloc de gauche (Portugal)**

---

### **Que faire ?**

**En premier lieu**, il faut réduire la consommation globale d'énergie au sein de l'UE d'environ 50 %. Cette réduction se heurte à des difficultés très différentes dans deux des principaux secteurs qui consomment le plus d'énergie : le bâtiment (habitations et services) et les transports. Dans le bâtiment, la réduction de la consommation peut atteindre rapidement 40 % en appliquant de manière rentable des technologies simples de conservation et d'efficacité énergétique déjà disponibles, et ce taux de réduction peut augmenter avec la généralisation de l'architecture bioclimatique.

La reconversion du parc des logements et des bureaux pour la production d'énergie et de chaleur, en généralisant la micro-génération et la cogénération, peut être aussi atteinte dans la décennie.

Cependant, le secteur des transports - qui génère le plus d'émissions - est d'autant plus rigide que ses conditions de pollution dérivent de sa propre structure, basée sur la

prédominance de la route sur le chemin de fer dans l'acheminement des marchandises.

La croissance du fret aérien menace aussi d'annuler les efforts faits dans l'UE pour réduire les émissions.

C'est pour cela que le Bloc de gauche défend de grands changements structurels comme la création d'un secteur nationalisé du transport de passagers et de marchandises, au Portugal comme dans les autres pays européens ; la création d'un réseau européen de chemins de fer et de transports maritimes, en interdisant à terme le transport routier à longue distance ; ce réseau doit être complété par des organisations régionales et des systèmes de transports collectifs dans les villes, visant à l'élargissement des réseaux de manière douce et à la restitution des centres urbains aux piétons par la suppression graduelle de l'automobile.

Nous défendons un réseau de transports publics gratuits : le réchauffement global exige de faire passer des centaines de milliers de personnes, de l'automobile aux transports publics. Nous proposons d'imposer des limites aux constructeurs automobiles en réduisant la vitesse des moteurs et les émissions de CO<sub>2</sub> autorisées, ainsi que l'interdiction de la vente de véhicules 4x4 à des fins non-professionnelles.

**En second lieu**, il faut décarboniser l'économie, en changeant de paradigme

pour la production d'énergie :  
remplacement des combustibles  
fossiles par des sources  
renouvelables, passage d'un  
modèle centralisé à la diversification  
des sources et au  
transport d'énergie sur de petites  
distances et gain consécutif  
d'efficience. Il est aussi  
nécessaire de réduire la dépendance  
par rapport aux  
produits dérivés du pétrole,  
comme les plastiques. Nous  
rejetons enfin l'énergie nucléaire  
et le recours à la culture  
intensive de bio-combustibles.

La proposition de nationaliser  
la production et la distribution  
d'énergie (gaz et électricité)  
répond au besoin de  
restructurer rapidement ce  
secteur. Dans le même sens,  
la nationalisation de l'eau  
protège les consommateurstrices.

Altérer le modèle de  
consommation correspond à  
une transformation de civilisation,  
plus difficile que la  
généralisation des énergies  
renouvelables pour remplacer  
les sources énergétiques  
actuelles. Il s'agit donc d'empêcher  
le marché de faire  
des choix (à court terme) en  
matière d'énergie et de produits ;  
et d'imposer, contre le  
marché, la primauté de choix  
sociaux et soutenables à long  
terme.

**Troisièmement**, il faut  
changer les règles des  
rapports Nord-Sud. Les pays  
dépendants souffrent d'une  
triple malédiction impériale :  
une histoire de surexploitation  
du travail, de spoliation  
des ressources et d'échange  
inégal dans le commerce international,

à quoi s'ajoute  
maintenant le pillage environnemental.

Les poumons planétaires de  
la forêt tropicale sont détruits  
par la logique marchande  
pour étendre l'agriculture  
industrielle et, plus  
particulièrement, la production  
intensive de céréales  
grâce aux organismes génétiquement  
modifiés (OGM).

L'urbanisation intensive dans  
les pays du Sud - en 2025, de  
nombreuses villes asiatiques  
et latino-américaines auront  
30 millions d'habitant-e-s,  
avec l'augmentation de la  
pauvreté - est l'un des effets  
qui découle de la destruction  
de la petite propriété rurale  
et du manque d'alternatives  
économiques pour des millions  
de paysans comme  
conditions d'accès à la modernité.

La destruction de la  
forêt et de la campagne,  
tout comme l'urbanisation,  
sources de misère, sont les  
conséquences de ces relations  
impériales Nord-Sud.

Le Bloc défend la nécessité  
pour l'Europe de rompre  
avec ce modèle, dont elle a  
bénéficié pendant des siècles.

Il n'existe pas de justice  
environnementale sans répondre  
à cette inégalité.

C'est pour cela que la gauche  
socialiste doit proposer :

- La création d'une Organisation  
mondiale de l'environnement  
et d'un  
Fonds mondial d'adaptation  
et de transfert de  
technologies propres,

sans conditions financières,  
et orientés vers  
les secteurs publics du  
Sud ;

- l'imposition d'un moratoire  
sur les OGM, en  
remplaçant leur production  
par des alternatives  
viables ;

- l'annulation de la dette  
du Tiers Monde.

Le Bloc défend expressément  
la fin du régime des  
brevets dans la santé et dans  
les technologies permettant  
de produire des biens de  
consommation et des services  
essentiels (transports,  
industrie légère, eau et énergie,  
communications), afin  
que toutes les populations de  
la planète puissent accéder  
aux biens fondamentaux et  
prendre part aux décisions.

---

## **P.-S.**

\*\* Ce texte est extrait de la Motion A  
(majoritaire) adoptée par le  
Congrès du Bloc de Gauche (Portugal),  
les 2 et 3 juin 2007. Version française publiée par le périodique suisse « solidaritéS » — N°124 —  
Cahiers émancipationS. Traduction, titre et intertitres  
de la rédaction de « solidaritéS ».

---

## **Notes**

[1] Voir : [Séminaire international sur le changement climatique](#)